

En poursuivant, vous acceptez l'utilisation des cookies.

En savoir plus **OK**



[Info](#) | [Sport](#) | [Culture](#) | [Auvio](#) | [TV](#) | [Radio](#) | -1° | [Plus ▾](#) |

INFO



Opinions

La République du Kosovo : dix ans après l'indépendance



Opinions

Liridon Lika - © DR

Liridon Lika (ULiège)



À la veille du dixième anniversaire de l'indépendance du Kosovo, le politologue Liridon Lika explique les progrès, les défis et la perspective de ce jeune État d'Europe.

Newsletter info Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

OK

Ce samedi 17 février 2018, la République du Kosovo célèbre le dixième anniversaire de son indépendance. Quels furent les progrès et les défis de l'État kosovar sur la scène internationale durant ces dix années ? Quelle est sa perspective d'avenir ?

La libération (1999) et l'indépendance (2008) du Kosovo

Le peuple albanais, y compris au Kosovo, a fait à travers l'histoire des efforts constants, pacifiques et armés, pour la liberté et l'indépendance. La question du Kosovo existait en tant que telle depuis près d'un siècle, bien avant sa libération de l'occupation serbe en 1999 et son indépendance en 2008. Le chemin vers la liberté et l'indépendance fut difficile et plusieurs générations d'Albanais se sacrifièrent pour réaliser cet idéal. Les longs et laborieux efforts des Albanais pour l'indépendance du Kosovo furent atteints avec l'aide des États de la région, notamment l'Albanie, et ceux occidentaux tels que les États-Unis et les États membres de l'Union européenne (UE) comme l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France, l'Italie ou encore le Royaume-Uni. Avec le soutien de ces derniers, l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1999 mettait fin à la violation grave des droits de l'homme et à la catastrophe humanitaire au Kosovo causée par le régime dictatorial de Slobodan Milosevic, en libérant le Kosovo et en le plaçant temporairement sous protectorat de l'ONU.

Le 17 février 2008, sur base de la Proposition globale de règlement portant sur le statut définitif du Kosovo de l'Envoyé spécial de l'ONU, Martti Ahtisaari, et en étroite coordination avec les États-Unis, les grandes puissances européennes (Allemagne, Autriche, France, Italie, Royaume-Uni) et des États voisins (Albanie), le Parlement kosovar déclarait l'indépendance.

L'indépendance résolvait ainsi de manière définitive la question du Kosovo et, par la même occasion, marquait la dernière étape de la dissolution finale de la Yougoslavie. Sa légalité au vu du droit international était confirmée par la Cour Internationale de Justice (CIJ) deux ans plus tard.

L'avis de la Cour internationale de Justice : l'indépendance du Kosovo conforme au droit international

La date du 22 juillet 2010 constitue un moment important pour la République du Kosovo car c'est le jour de la publication de l'avis consultatif de la CIJ confirmant clairement et sans ambiguïté la légalité de l'indépendance du Kosovo par rapport au droit international. La CIJ argumentait ceci : "[...] l'adoption de la déclaration d'indépendance du 17 février 2008 n'a violé ni le droit international général, ni la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, ni le cadre constitutionnel. En conséquence, l'adoption de ladite déclaration n'a violé aucune règle applicable du droit international". À la CIJ, la République du Kosovo bénéficiait d'un fort soutien juridique et diplomatique de la part des États occidentaux.

Les arguments de la CIJ en faveur de l'indépendance ont clôturé pour toujours l'aspect juridique de la création de l'État kosovar, mettant fin définitivement aux faux espoirs de la Serbie de rouvrir la question du statut politique de la République du Kosovo. Ainsi, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la résolution n° 64/298, qui prenait acte de la teneur de l'avis consultatif de la CIJ sur la légalité de l'indépendance du Kosovo au vu du droit international et invitait l'UE à initier un dialogue entre la République du Kosovo et la République de Serbie pour la normalisation de leurs relations interétatiques. Ce dialogue, qui débuta en 2011 et est toujours en cours, a pour objectif d'adresser des thèmes pratiques afin de faciliter la communication entre les deux pays. Pour les autorités de Prishtina, le dialogue est censé mener, à terme, à une reconnaissance officielle par Belgrade de l'indépendance du Kosovo. Belgrade de son côté, a besoin de ce dialogue afin d'avancer sa perspective d'adhésion à l'UE.

La reconnaissance internationale de l'État du Kosovo

Sur le plan interne, la République du Kosovo a créé et consolidé ses propres institutions étatiques et a graduellement étendu sa souveraineté sur l'ensemble du territoire, y compris dans les communes du nord du pays et les enclaves habitées par la minorité serbe.

En ce qui concerne le plan externe, la République du Kosovo a obtenu une large reconnaissance internationale. À ce jour, l'État du Kosovo est reconnu officiellement par 116 États membres de l'ONU. La plupart des États les plus puissants et les plus riches du monde ont déjà reconnu son indépendance et ont établi des relations étroites de coopération avec l'État kosovar. La plupart des pays membres de l'UE et des pays comme les États-Unis, la Turquie, le Canada, le Japon, la Norvège et la Suisse ont ouvert leurs ambassades à Prishtina. La République du Kosovo de son côté, dispose de représentations diplomatiques dans tous les continents et dans un nombre important de pays, comme aux États-Unis, au Canada, au Panama, en Égypte, au Japon, en Australie, en Turquie, en Arabie saoudite, en Suisse et dans des nombreux pays membres de l'UE, dont évidemment la Belgique.

Les pays voisins tels que l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro, ont également reconnu son indépendance et coopèrent activement avec les autorités kosovares. Ainsi, la création de l'État

kosovar a établi et renforcé la paix, la stabilité, ainsi que la coopération interétatique dans la région des Balkans occidentaux.

En outre, le passeport de la République du Kosovo ainsi que d'autres documents d'identités sont reconnus, que ce soit officiellement ou officieusement, par plus de 170 pays dans le monde, y compris la Grèce, la Roumanie et la Slovaquie.

Cependant, la République du Kosovo fait toujours face à une campagne féroce de la Serbie et de son allié traditionnel, la Russie, pour son isolement international. Pour contrer celle-ci et obtenir des nouvelles reconnaissances internationales, les autorités kosovares travaillent en étroite coordination avec les principaux partenaires euro-atlantiques, entre autres, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Malgré les politiques obstructives de Belgrade et de Moscou, la République du Kosovo en dix ans d'indépendance, a cependant solidement consolidé sa souveraineté sur la scène internationale, *de facto* et *de jure*, comme en atteste son adhésion à diverses institutions et organisations internationales politiques, économiques, sécuritaires, culturelles et sportives.

L'adhésion de la République du Kosovo aux organisations internationales

Après la Déclaration d'indépendance, en plus de l'engagement pour la pleine reconnaissance internationale, les autorités kosovares ont adopté comme priorité essentielle l'adhésion et la représentation de la République du Kosovo dans les organisations, institutions et autres initiatives régionales et internationales. Jusqu'à présent, l'État kosovar est devenu membre à part entière de plus de septante organisations et institutions internationales et européennes, exerçant ainsi sa souveraineté étatique. Celui-ci est, entre autres, devenu membre de la Banque mondiale (BM), du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Cour permanente d'arbitrage (CPA), de la Commission de Venise ou encore du Forum économique de Vienne (FEV). Le Kosovo est également devenu membre observateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Par ailleurs, outre l'adhésion à des institutions internationales à caractère politique, économique et culturel, la République du Kosovo est aussi devenu membre à part entière de pratiquement toutes les institutions et organisations internationales sportives telles que la Fédération internationale de basket-ball (FIBA), la Fédération internationale de tennis (FIT), la Fédération internationale de ski (FIS), le Comité international olympique (CIO), l'Union européenne des associations de football (UEFA) ou encore la Fédération internationale de football association (FIFA).

L'adhésion à l'ONU demeure le principal défi de l'État kosovar. Alors que la République du Kosovo remplit tous les critères pour devenir membre de l'ONU et pourrait obtenir deux tiers

des votes de l'Assemblée générale, son adhésion reste pour l'instant en suspens à cause de l'hésitation de la Chine et de l'opposition de la Russie. Les trois autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, à savoir les États-Unis, la France et le Royaume-Uni soutiennent entièrement l'adhésion kosovare.

La perspective d'avenir de l'État kosovar

La priorité de la République du Kosovo demeure l'augmentation du nombre des reconnaissances officielles et la pleine adhésion du pays au sein des différentes organisations internationales y compris le Conseil de l'Europe et l'ONU.

Par ailleurs, les autorités kosovares visent également à avancer dans le chemin de l'intégration euro-atlantique, à savoir préparer la République du Kosovo à devenir membre de l'OTAN et de l'UE. Comme le souligne également la stratégie d'élargissement de l'UE publiée le 6 février 2018, les pays des Balkans occidentaux, y compris la République du Kosovo, font partie de l'Europe et leur adhésion à l'UE est dans l'intérêt politique, sécuritaire et économique de l'Union elle-même.

Liridon Lika est chercheur au Center for International Relations Studies (CEFIR) de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de l'Université de Liège (ULiège). Il est né à Drenas, République du Kosovo.



161

Publicité

Sur le même sujet

Kosovo